

Art. 5. L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Pour la formation de cadres sportifs (la « Vlaamse Trainersschool ») d'une part, et la politique flamande intégrale en matière de sport de haut niveau d'autre part, la coopération entre BLOSO, le manager de sportifs de haut niveau et les acteurs sportifs concernés sera concrétisée par deux groupes de pilotage autonomes dans lesquels les partenaires concernés sont représentés sur la base de l'équivalence. ».

Art. 6. L'article 14 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. Il est prévu une fonction de directeur général au sein de l'agence autonomisée. ».

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du décret du 7 mai 2004 portant transformation de l'organisme public flamand « Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openluchtrecreatie » en l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique BLOSO.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mai 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,
B. ANCIAUX

—
Note

(1) Session 2005-2006.

Documents. — Projet de décret, 704 - N° 1. — Amendement, 704 - N° 2. — Rapport, 704 - N° 3. — Texte adopté en séance plénière, 704 - N° 4.

Annales. — Discussion et adoption : Séance du 26 avril 2006.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 2633

[C - 2006/29091]

16 JUIN 2006. — Décret régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur

Le parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Définition

Article 1^{er}. Par étudiant résident au sens du présent décret, il y a lieu d'entendre l'étudiant qui, au moment de son inscription dans un établissement d'enseignement supérieur, apporte la preuve qu'il a sa résidence principale en Belgique et qu'il remplit une des conditions suivantes :

1° Avoir le droit de séjourner en Belgique de manière permanente;

2° Avoir sa résidence principale en Belgique depuis au moins 6 mois au moment de l'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur, en y exerçant une activité professionnelle salariée ou non ou en bénéficiant d'un revenu de remplacement octroyé par un service public belge;

3° Etre autorisé à séjourner pour une durée illimitée sur la base des articles 9 et 10 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, et l'éloignement des étrangers ou sur la base de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume;

4° Etre autorisé à séjourner en Belgique en raison de la reconnaissance de la qualité de réfugié en vertu de l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, et l'éloignement des étrangers, ou d'une demande à cet effet;

5° Etre autorisé à séjourner en Belgique en bénéficiant de la protection temporaire visée à l'article 57/29 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, et l'éloignement des étrangers;

6° Avoir pour père, mère, tuteur légal ou conjoint une personne qui remplit une des conditions visées ci-dessus;

7° Avoir sa résidence principale en Belgique depuis au moins trois ans au moment de l'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur;

8° Etre titulaire d'une attestation de boursier délivrée dans le cadre de la coopération au développement pour l'année académique et pour les études pour lesquelles la demande d'inscription est introduite.

Par « droit de séjourner de manière permanente au sens de l'alinéa 1^{er}, 1°, il y a lieu d'entendre pour les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, le droit reconnu en vertu des articles 16 et 17 de la Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres pour les ressortissants des Etats non membres de l'Union européenne, il y a lieu d'entendre le droit d'être établi en Belgique en vertu de l'article 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, et l'éloignement des étrangers.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux universités

Art. 2. Les autorités académiques limitent le nombre des étudiants qui s'inscrivent pour la première fois auprès d'une université de la Communauté française dans un des cursus visés à l'article 3, de la manière visée à l'article 4.

Par dérogation, cette limitation n'est pas applicable aux étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans le cursus visé à l'article 3, 1°, s'ils ont été inscrits pour une année académique précédente dans une haute école dans le cursus visé à l'article 7, 5°.

Art. 3. Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux cursus menant aux grades académiques suivants :

1° Bachelier en kinésithérapie et réadaptation;

2° Bachelier en médecine vétérinaire.

Art. 4. Pour chaque institution universitaire et pour chacun des cursus visés à l'article 3, il est établi un nombre T égal au nombre total d'étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans le cursus concerné et qui sont pris en compte pour le financement, ainsi qu'un nombre NR égal au nombre des étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans le cursus concerné et qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er}.

Lorsque le rapport entre le nombre NR, d'une part, et le nombre T de l'année académique précédente, d'autre part, atteint un pourcentage P, les autorités académiques refusent l'inscription supplémentaire d'étudiants qui n'ont jamais été inscrits dans le cursus concerné et qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er}.

Le P visé à l'alinéa précédent est fixé à 30 pour cent. Toutefois, lorsque pour une année académique, la part des étudiants qui poursuivent leurs études ailleurs que dans le pays où ils ont obtenu leur diplôme d'études secondaires dépasse dix pour cent en moyenne dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de l'Union européenne, le P est égal, pour l'année académique suivante, à ce pourcentage multiplié par trois.

Art. 5. Par dérogation à l'article 47, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 au plus tôt le troisième jour ouvrable qui précède le 2 septembre précédant l'année académique concernée. Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils se présentent avec cette preuve. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités académiques et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit avant le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les autorités académiques peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Toute demande d'inscription faite à partir du 2 septembre précédant l'année académique conformément à l'alinéa 1^{er} est actée dans un registre dans lequel il n'est laissé ni blanc, ni interligne. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est remise à l'étudiant au moment où il dépose sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les étudiants non résidents qui se présentent pour introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 au plus tard le dernier jour ouvrable précédant le 2 septembre précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants qui se sont ainsi présentés excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort. Ce tirage au sort est effectué sans délai sous la surveillance d'un huissier de justice. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le 2 septembre précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application de l'alinéa 2 du présent article ou de l'article 4, l'article 47, § 2, alinéas 2 et 3, est applicable.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux hautes écoles*

Art. 6. Les autorités des hautes écoles limitent le nombre des étudiants qui s'inscrivent pour la première fois auprès d'une haute école de la Communauté française dans un des cursus visés à l'article 7, de la manière visée à l'article 8.

Par dérogation, cette limitation n'est pas applicable aux étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans le cursus visé à l'article 7, 5°, s'ils ont été inscrits pour une année académique précédente auprès d'une université dans le cursus visé à l'article 3, 1°.

Art. 7. Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux cursus menant aux grades académiques suivants :

- 1° Accoucheuse-bachelier;
- 2° Bachelier en ergothérapie;
- 3° Bachelier en logopédie;
- 4° Bachelier en podologie-podothérapie;
- 5° Bachelier en kinésithérapie;
- 6° Bachelier en audiologie;
- 7° Educateur(trice) spécialisé(e) en accompagnement psycho-éducatif.

Art. 8. Pour chaque haute école et pour chacun des cursus visés à l'article 7, il est établi un nombre T égal au nombre total d'étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans le cursus concerné et qui sont pris en compte pour le financement, ainsi qu'un nombre NR égal au nombre des étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans le cursus concerné et qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er}.

Lorsque le rapport entre le nombre NR, d'une part et le nombre T de l'année académique précédente, d'autre part, atteint un pourcentage P, les autorités des hautes écoles refusent l'inscription supplémentaire d'étudiants qui n'ont jamais été inscrits dans le cursus concerné qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er}.

Le P visé à l'alinéa précédent est fixé à 30 pour cent. Toutefois, lorsque pour une année académique, la part des étudiants qui poursuivent leurs études ailleurs que dans le pays où ils ont obtenu leur diplôme d'études secondaires dépasse dix pour cent en moyenne dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de l'Union européenne, le P est égal, pour l'année académique suivante, à ce pourcentage multiplié par trois.

Art. 9. Par dérogation à l'article 26, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tôt le troisième jour ouvrable qui précède le 2 septembre précédant l'année académique concernée. Les autorités des hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils se présentent avec cette preuve. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités des hautes écoles et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit avant le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les autorités des hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Toute demande d'inscription faite à partir du 2 septembre précédant l'année académique conformément à l'alinéa 1^{er} est actée dans un registre dans lequel il n'est laissé ni blanc, ni interligne. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'étudiant, la date et l'heure de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Une attestation mentionnant le numéro d'ordre, la date et l'heure de la demande d'inscription est remise à l'étudiant au moment où il dépose sa demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les étudiants non résidents qui se présentent pour introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard le dernier jour ouvrable précédant le 2 septembre précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants qui se sont ainsi présentés excède le nombre NR visé à l'article 8, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort. Ce tirage au sort est effectué sans délai sous la surveillance d'un huissier de justice. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

Chaque étudiant non résident ne peut introduire avant le 2 septembre précédant l'année académique qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application de l'alinéa 2 du présent article ou de l'article 8, l'article 26, §§ 3 et 4 du même décret est applicable,

CHAPITRE IV. — *Disposition relative au contrôle*

Art. 10. Les commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des universités, ainsi que les commissaires auprès des hautes écoles sont spécialement chargés du respect des dispositions du présent décret.

Lorsque le commissaire ou le délégué constate qu'un étudiant a été inscrit comme étudiant résident alors qu'il ne respectait pas les conditions prévues par l'article 1^{er}, mais qu'il satisfaisait à toutes les autres conditions d'admission, cet étudiant perd sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit si, pour l'établissement concerné, le rapport entre le nombre NR, d'une part, et le nombre T de l'année académique précédente, d'autre part, a atteint le pourcentage P. Toutefois, si l'inscription de cet étudiant comme étudiant résident résulte d'une erreur administrative qui ne lui est en rien imputable, son inscription est régulière mais il n'est pas pris en compte pour le financement pour toutes les années d'études menant au grade pour lequel il s'est inscrit, quel que soit l'établissement où il poursuit ses études.

Lorsqu'à la suite d'un recours introduit par un étudiant qui n'est pas considéré comme étudiant résident au sens de l'article 1^{er}, conformément, selon les cas, à l'article 47, § 2, du décret du 31 mars 2004 précité, ou à l'article 26, § 4, du décret du 5 août 1995 précité, le refus de l'inscription est invalidé, l'étudiant est inscrit. Toutefois, si, pour l'établissement concerné, le rapport entre le nombre NR, d'une part et le nombre T de l'année académique précédente

a atteint le pourcentage P, l'étudiant n'est pas pris en compte pour le financement pour toutes les années d'études menant au grade pour lequel il s'est inscrit, quel que soit l'établissement où il poursuit ses études.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et modificatives*

Art. 11. Le coût des traitements des membres du personnel enseignant qui, à la date du 1^{er} janvier 2006, sont nommés ou engagés à titre définitif en fonction principale à raison d'au moins 80 % de leur charge dans les cursus menant aux grades visés à l'article 7 ou au grade de Master en kinésithérapie, et qui sont mis en disponibilité par défaut d'emploi à partir du 1^{er} septembre 2006 et au plus tard au 1^{er} septembre 2010, conformément à l'article 27, § 2, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est ajouté au montant visé à l'article 11, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Pour les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, par dérogation, les mots « à partir de la troisième année académique » visés à l'alinéa 5 de l'article 27, § 2, du décret du 25 juillet 1996 cité à l'alinéa 1^{er}, sont remplacés par les mots « à partir de la quatrième année académique »

Art. 12. Durant l'année académique 2006-2007, les membres du personnel enseignant engagés à titre temporaire et ayant une ancienneté de deux ans au moins dans les sections organisant les formations visées à l'article 7 ne peuvent être licenciés en raison d'une réduction de cadre dans ces sections. Ils ne peuvent faire l'objet d'un licenciement à la suite d'une réduction de cadre dans les autres sections de la haute école que si celles-ci connaissent une réduction de leur nombre d'étudiants.

Art. 13. L'article 11, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par les décrets des 30 juin et 17 juillet 1998, est complété comme suit :

« ou à l'article 11 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur; ».

Art. 14. L'article 17 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« Dans les sections organisant les formations visées à l'article 7 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement est, pour le calcul du nombre d'étudiants à effectuer conformément à l'alinéa 2, augmenté de la différence entre le nombre d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement de l'année précédant l'année considérée et le nombre d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement au cours de l'année considérée, multiplié par un coefficient de 0,95. Cette différence est également ajoutée au nombre des étudiants entrant en ligne de compte pour le financement des trois années suivantes après avoir été multipliée par un coefficient respectivement de 0,75, 0,50 et de 0,25.

L'alinéa 3 est d'application pour le calcul des unités de charge d'une haute école pour les années budgétaires 2008 à 2017 et pour autant que :

1^o La différence visée à cet alinéa soit positive;

2^o Les autorités de la haute école déposent auprès du Gouvernement, pour le 1^{er} septembre 2007 au plus tard, un plan d'accompagnement du personnel qui aura fait l'objet d'une concertation sociale.

Le Gouvernement détermine les modalités de la concertation sociale visée à l'alinéa 3, 2^o. Des modifications de ce plan pourront être apportées selon les mêmes modalités.»

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2006-2007, à l'exception de l'article 14 qui entre en vigueur pour l'année budgétaire 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juin 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—
Note

(1) *Session 2005-2006*

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 263-1. - Amendements de commission, n° 263-2. - Rapport, n° 263-3. Amendements de séance, n° 263-4

Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du mardi 13 juin 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 2633

[C — 2006/29091]

16 JUNI 2006. — Decreet tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definitie*

Artikel 1. Onder verblijvende student in de zin van dit decreet, dient verstaan te worden de student die, op het ogenblik van zijn inschrijving in een inrichting voor hoger onderwijs, het bewijs levert dat hij zijn hoofdverblijfplaats in België heeft en dat hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

1° het recht hebben in België permanent te verblijven;

2° zijn hoofdverblijfplaats in België hebben sedert minstens 6 maanden op het ogenblik van de inschrijving in een inrichting voor hoger onderwijs, en er een al dan niet bezoldigde beroepsactiviteit uitoefenen of er een vervangingsbezoldiging genieten die door een Belgische openbare dienst toegekend wordt;

3° ertoe gemachtigd zijn voor een onbepaalde duur te verblijven op basis van de artikelen 9 en 10 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk;

4° ertoe gemachtigd zijn in België te verblijven als gevolg van de erkenning als vluchteling krachtens artikel 49 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, of een adhoc aanvraag;

5° ertoe gemachtigd zijn in België te verblijven met de tijdelijke bescherming van artikel 57/29 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

6° als vader, moeder, wettelijke voogd of echtgenoot(-ote) een persoon hebben die aan een van deze voorwaarden voldoet;

7° zijn hoofdverblijfplaats in België hebben sedert minstens drie jaar op het ogenblik van de inschrijving in een inrichting voor hoger onderwijs;

8° houder zijn van een attest van beursstudent uitgereikt in het raam van de ontwikkelingssamenwerking voor het academiejaar en voor de studies waarvoor de aanvraag om inschrijving ingediend wordt.

Onder "recht om permanent te verblijven" in de zin van het eerste lid, dient verstaan te worden voor de staatsburgers van een andere lidstaat van de Europese Unie, het recht erkend krachtens de artikelen 16 en 17 van de Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden; voor de staatsburgers van Staten die niet lid zijn van de Europese Unie, dient verstaan te worden het recht gevestigd te worden in België krachtens artikel 14 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen met betrekking tot de universiteiten*

Art. 2. De academische overheden beperken het aantal studenten die zich voor de eerste keer inschrijven in een universiteit van de Franse Gemeenschap voor een van de cursussen bedoeld bij artikel 3, op de wijze bepaald bij artikel 4.

In afwijking daarvan, is deze beperking niet van toepassing op de studenten die zich voor de eerste keer inschrijven in de cursus bedoeld bij artikel 3, 1°, indien ze ingeschreven waren in een vorig academiejaar in een hogeschool voor de cursus bedoeld bij artikel 7, 5°.

Art. 3. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de cursussen die tot de volgende academische graden leiden :

1° Bachelor kinesitherapie en revalidatie;

2° Bachelor diergeneeskunde.

Art. 4. Voor iedere universitaire instelling en voor iedere cursus bedoeld bij artikel 3, wordt een aantal T bepaald gelijk aan het totaal aantal studenten die zich inschrijven voor de eerste keer voor de betrokken cursus en die in aanmerking genomen worden voor de financiering, alsook een aantal NR gelijk aan het aantal studenten die zich inschrijven voor de eerste keer in de betrokken cursus en die niet in aanmerking genomen worden als verblijvende studenten in de zin van artikel 1.

Wanneer de verhouding tussen het aantal NR, enerzijds, en het aantal T van het vorig academiejaar, anderzijds, een percentage P bereikt, weigert de academische overheid de bijkomende inschrijving van studenten die nooit ingeschreven waren voor de betrokken cursus en die niet in aanmerking worden genomen als verblijvende studenten in de zin van artikel 1.

De P bedoeld bij het vorig lid wordt op 30 % vastgesteld. Wanneer voor een academiejaar, het deel van de studenten die hun studies voortzetten elders dan in het land waar ze hun diploma van secundaire studies behaalden, gemiddeld 10 % in het geheel van de inrichtingen voor hoger onderwijs van de Europese Unie echter overschrijdt, is de P, voor het volgend academiejaar, gelijk aan dit percentage vermenigvuldigd met drie.

Art. 5. In afwijking van artikel 47, § 1, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, dienen de studenten die niet in aanmerking worden genomen als verblijvende studenten in de zin van artikel 1 hun aanvraag om inschrijving voor een cursus bedoeld bij artikel 3 in ten vroegste de derde werkdag voor de 2 september voorafgaand aan het betrokken academiejaar. De universiteiten nemen prioritair de inschrijving aan van de studenten die het bewijs leveren dat ze aan alle toelatingsvoorwaarden voldoen voor deze cursussen, met inachtneming van de orde van de indiening van dit bewijs. Op straffe van verval, wordt de student ertoe gehouden zijn inschrijving te bevestigen volgens de nadere regels bepaald door de academische overheid en die hem ter kennis gebracht worden bij de indiening van zijn aanvraag.

Voor de toepassing van deze bepaling, wordt gelijkgesteld met de student die het bewijs levert dat hij aan alle toelatingsvoorwaarden voldoet, de student die bewijst dat hij voor de 15de juli die voorafgaat aan het academiejaar een aanvraag tot gelijkwaardigheidsverklaring van zijn bekwaamheidsbewijs hoger secundair onderwijs heeft ingediend, alsook het bewijs dat hij de kosten heeft uitbetaald voor het onderzoek van deze aanvraag, voor zover dat zijn aanvraag om inschrijving vergezeld gaat van een afschrift van het bekwaamheidsbewijs waarvoor hij een gelijkwaardigheidsverklaring aanvraagt. De academische overheid kan echter de inschrijving van de student weigeren indien het aangeboden bekwaamheidsbewijs niet gelijkwaardig verklaard wordt met een getuigschrift hoger secundair onderwijs.

Van elke aanvraag om inschrijving ingediend vanaf de 2de september die voorafgaat aan het academiejaar overeenkomstig het eerste lid wordt akte genomen in het register waar er geen stukken opengelaten wordt en waar er geen interlinie voorkomt. Vermeld worden, tegenover het ordenummer, de naam van de student, de datum en het uur van de aanvraag om inschrijving en, desnoods, de reden van de weigering tot inschrijving. Er wordt een attest aan de student uitgereikt wanneer hij zijn aanvraag indient. Dit attest bevat het ordenummer, de datum en het uur van de aanvraag om inschrijving.

In afwijking van het eerste lid, voor de niet-verblijvende studenten die zich aanbieden om een aanvraag tot inschrijving in te dienen voor een van de cursussen bedoeld bij artikel 3 ten laatste de laatste werkdag die voorafgaat aan de 2de september voor het academiejaar, indien het aantal dergelijke studenten het bij artikel 4, tweede lid, bedoeld aantal NR overschrijdt, wordt de prioriteitsorde onder deze studenten door loting bepaald. Deze loting geschiedt onverwijld onder het toezicht van een gerechtsdeurwaarder. Alle studenten die een dergelijke aanvraag hebben ingediend, krijgen een ordenummer op naam dat onoverdraagbaar is.

Iedere niet-verblijvende student kan voor de 2de september voorafgaand aan het academiejaar enkel één aanvraag om inschrijving indienen voor alle cursussen bedoeld bij de artikelen 3 en 7. De student die deze bepaling schendt, zal uitgesloten zijn van de inrichting voor hoger onderwijs waar hij toegelaten zou zijn voor een van de cursussen bedoeld bij de artikelen 3 of 7.

Ingeval de inschrijving geweigerd wordt met toepassing van het tweede lid van dit artikel of van artikel 4, wordt artikel 47, § 2, tweede lid en derde lid, van toepassing.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen met betrekking tot de hogescholen*

Art. 6. De overheden van de hogescholen beperken het aantal studenten die zich voor de eerste keer inschrijven in een hogeschool van de Franse Gemeenschap voor een van de cursussen bedoeld bij artikel 7, op de wijze bepaald bij artikel 8.

In afwijking daarvan, is deze beperking niet van toepassing op de studenten die zich voor de eerste keer inschrijven in de cursus bedoeld bij artikel 7, 5°, indien ze ingeschreven waren tijdens een vorig academiejaar in een universiteit voor de cursus bedoeld bij artikel 3, 1°.

Art. 7. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de cursussen die tot de volgende academische graden leiden :

- 1° Bachelor - Vroedvrouw;
- 2° Bachelor ergotherapie;
- 3° Bachelor logopedie;
- 4° Bachelor podologie – podotherapie;
- 5° Bachelor kinesitherapie;
- 6° Bachelor audiologie;
- 7° Opvoeder gespecialiseerd in de psycho-opvoedende begeleiding.

Art. 8. Voor iedere hogeschool en voor iedere cursus bedoeld bij artikel 7, wordt een aantal T bepaald gelijk aan het totaal aantal studenten die zich inschrijven voor de eerste keer voor de betrokken cursus en die in aanmerking genomen worden voor de financiering, alsook een aantal NR gelijk aan het aantal studenten die zich inschrijven voor de eerste keer in de betrokken cursus en die niet in aanmerking genomen worden als verblijvende studenten in de zin van artikel 1.

Wanneer de verhouding tussen het aantal NR, enerzijds, en het aantal T van het vorig academiejaar, anderzijds, een percentage P bereikt, weigert de overheid van de hogescholen de bijkomende inschrijving van studenten die nooit ingeschreven waren voor de betrokken cursus en die niet in aanmerking worden genomen als verblijvende studenten in de zin van artikel 1.

De P bedoeld bij het vorig lid wordt op 30 % vastgesteld. Wanneer voor een academiejaar, het deel van de studenten die hun studies voortzetten elders dan in het land waar ze hun diploma van secundaire studies behaalden, gemiddeld 10 % in het geheel van de inrichtingen voor hoger onderwijs van de Europese Unie echter overschrijdt, is de P, voor het volgend academiejaar, gelijk aan dit percentage vermenigvuldigd met drie.

Art. 9. In afwijking van artikel 26, § 1, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, dienen de studenten die niet in aanmerking worden genomen als verblijvende studenten in de zin van artikel 1 hun aanvraag om inschrijving voor een van de cursussen bedoeld bij artikel 7 in ten vroegste de derde werkdag voor de 2 september voorafgaand aan het betrokken academiejaar. De overheid van de hogescholen neemt prioritair de inschrijving aan van de studenten die het bewijs leveren dat ze aan alle toelatingsvoorwaarden voldoen voor deze cursussen, met inachtneming van de orde van de indiening van dit bewijs. Op straffe van verval, wordt de student ertoe gehouden zijn inschrijving te bevestigen volgens de nadere regels bepaald door de overheid van de hogescholen en die hem ter kennis gebracht worden bij de indiening van zijn aanvraag.

Voor de toepassing van deze bepaling, wordt gelijkgesteld met de student die het bewijs levert dat hij aan alle toelatingsvoorwaarden voldoet, de student die bewijst dat hij voor de 15de juli die voorafgaat aan het academiejaar een aanvraag tot gelijkwaardigheidsverklaring van zijn bekwaamheidsbewijs hoger secundair onderwijs heeft ingediend, alsook het bewijs dat hij de kosten heeft uitbetaald voor het onderzoek van deze aanvraag, voor zover dat zijn aanvraag om inschrijving vergezeld gaat van een afschrift van het bekwaamheidsbewijs waarvoor hij een gelijkwaardigheidsverklaring aanvraagt. De overheid van de hogescholen kan echter de inschrijving van de student weigeren indien het aangeboden bekwaamheidsbewijs niet gelijkwaardig verklaard wordt met een getuigschrift hoger secundair onderwijs.

Van elke aanvraag om inschrijving ingediend vanaf de 2de september die voorafgaat aan het academiejaar overeenkomstig het eerste lid wordt akte genomen in het register waar er geen stukken opgelaten wordt en waar er geen interlinie voorkomt. Vermeld worden, tegenover het ordenummer, de naam van de student, de datum en het uur van de aanvraag om inschrijving en, desnoods, de reden van de weigering tot inschrijving. Er wordt een attest aan de student uitgereikt wanneer hij zijn aanvraag indient. Dit attest bevat het ordenummer, de datum en het uur van de aanvraag om inschrijving.

In afwijking van het eerste lid, voor de niet-verblijvende studenten die zich aanbieden om een aanvraag tot inschrijving in te dienen voor een van de cursussen bedoeld bij artikel 7 ten laatste de laatste werkdag die voorafgaat aan de 2de september voor het academiejaar, indien het aantal dergelijke studenten het bij artikel 8, tweede lid, bedoeld aantal NR overschrijdt, wordt de prioriteitsorde onder deze studenten door loting bepaald. Deze loting geschiedt onverwijld onder het toezicht van een gerechtsdeurwaarder. Alle studenten die een dergelijke aanvraag hebben ingediend, krijgen een ordenummer op naam dat onoverdraagbaar is.

Iedere niet-verblijvende student kan voor de 2de september voorafgaand aan het academiejaar enkel één aanvraag om inschrijving indienen voor alle cursussen bedoeld bij de artikelen 3 en 7. De student die deze bepaling schendt, zal uitgesloten van de inrichting voor hoger onderwijs waar hij toegelaten zou zijn voor een van de cursussen bedoeld bij de artikelen 3 of 7.

Ingeval de inschrijving geweigerd wordt met toepassing van het tweede lid van dit artikel of van artikel 8, wordt artikel 26, §§ 3 en 4 van hetzelfde decreet van toepassing.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen met betrekking tot het toezicht*

Art. 10. De commissarissen en de afgevaardigden van de Regering bij de Universiteiten, alsook de commissarissen bij de hogescholen, worden specifiek belast met de naleving van de bepalingen van dit decreet.

Wanneer de commissaris of de afgevaardigde vaststelt dat een student ingeschreven werd als verblijvende student terwijl hij de voorwaarden bepaald bij artikel 1 niet in acht nam, maar toch aan de andere voorwaarden inzake toelating voldeed, verliest deze student zijn hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student indien, voor de betrokken inrichting, de verhouding tussen het aantal NR, enerzijds, en het aantal T van het vorig academiejaar, anderzijds, het percentage P bereikt. Als de inschrijving van deze student als verblijvende student niettemin uit een administratieve fout voortvloeit die hem niet geweten kan worden, wordt zijn inschrijving als regelmatig beschouwd alhoewel hij niet in aanmerking zal komen voor de financiering voor alle studiejaren die tot de graad leiden waarvoor hij zich ingeschreven heeft, wat de inrichting waar hij zijn studies volbrengt ook is.

Wanneer, als gevolg van een beroep ingesteld door een student die niet als verblijvende student in de zin van artikel 1 wordt beschouwd, overeenkomstig, naargelang het geval, artikel 47, § 2, van het bovenvermelde decreet van 31 maart 2004, of artikel 26, § 4, van het bovenvermelde decreet van 5 augustus 1995, de weigering tot inschrijving nietig verklaard wordt, wordt de student als ingeschreven beschouwd. Niettemin, als, voor de betrokken inrichting, de verhouding tussen het aantal NR, enerzijds, en het aantal T van het vorig academiejaar, anderzijds, het percentage P heeft bereikt, wordt de student niet in aanmerking genomen voor de financiering voor alle studiejaren die leiden tot de graad waarvoor hij ingeschreven is, wat de inrichting waar hij zijn studies volbrengt ook is.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en wijzigingsbepalingen*

Art. 11. De kost van de wedden van de leden van het onderwijzend personeel die, op 1 januari 2006, vastbenoemd of definitief aangeworven zijn voor een hoofdambt naar verhouding van minstens 80 % van hun opdracht voor de cursussen die leiden tot de graden bedoeld bij artikel 7 of tot de graad van Master in de kinesitherapie, en die terbeschikking worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking vanaf 1 september 2006 en ten laatste op 1 september 2010, overeenkomstig artikel 27, § 2, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt toegevoegd aan het bedrag bedoeld bij artikel 11, eerste lid, 2°, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

Voor de personeelsleden bedoeld bij het eerste lid, in afwijking, worden de woorden "vanaf het derde academiejaar" bedoeld bij het vijfde lid van artikel 27, § 2, van het decreet van 25 juli 1996 vermeld in het eerste lid, vervangen door de woorden "vanaf het vierde academiejaar".

Art. 12. Gedurende het academiejaar 2006-2007 kunnen de leden van het onderwijzend personeel die tijdelijk aangeworven zijn en die een anciënniteit van minstens twee jaar genieten in de afdelingen die de opleidingen bedoeld bij artikel 7 inrichten, niet afgedankt worden als gevolg van een reductie van de personeelsformatie in deze afdelingen. Ze kunnen enkel afgedankt worden als gevolg van een reductie van de personeelsformatie in de andere afdelingen van de hogeschool indien deze een vermindering van hun aantal studenten meemaken.

Art. 13. Artikel 11, eerste lid, 2°, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 30 juni en 17 juli 1998, wordt aangevuld als volgt :

« of artikel 11 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs;”.

Art. 14. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden :

« In de afdelingen die de opleidingen bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs inrichten, wordt het aantal studenten die in aanmerking komen voor de financiering vermeerderd, voor de berekening van het aantal studenten overeenkomstig het tweede lid, met het verschil tussen het aantal studenten die in aanmerking komen voor de financiering tijdens het in aanmerking genomen jaar, vermenigvuldigd met een coëfficiënt van 0,95. Dit verschil wordt ook toegevoegd aan het aantal studenten die in aanmerking komen voor de financiering van de volgende drie jaren na vermenigvuldigd te zijn geweest met een coëfficiënt van respectief 0,75, 0,50 en 0,25.

Het derde lid is van toepassing op de berekening van de opdrachteenheden van een hogeschool voor de begrotingsjaren 2008 tot 2017 en voorzover dat :

1° het verschil bedoeld bij dat lid positief is;

2° de overheid van de hogescholen bij de Regering, tegen ten laatste 1 september 2007, een begeleidingsplan indient voor het personeel, dat het resultaat is van sociaal overleg.

De Regering stelt de nadere regels vast voor het sociaal overleg bedoeld bij het derde lid, 2°. Dat plan zal gewijzigd kunnen worden mits inachtneming van dezelfde nadere regels. ”.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

Art. 15. Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2006-2007, met uitzondering van artikel 14 dat in werking treedt voor het begrotingsjaar 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 juni 2006.

De Minister-Presidente, Belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006*

Stukken van de Raad. - Ontwerp van decreet, nr. 263-1 – Commissieamendementen, nr. 263-2 - Verslag, nr. 263-3
Vergaderingsamendementen, nr. 263-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 13 juni 2006.